



HANNIBAL STRATEGIC INSTITUTE
معهد حنبعل الاستراتيجي

RAFAA TABIB

LA TUNISIE ET LA LIBYE
AU PRISME DE LA POLITIQUE
EXPANSIONNISTE DE LA TURQUIE



Octobre 2021

LA TUNISIE ET LA LIBYE
AU PRISME DE LA POLITIQUE
EXPANSIONNISTE DE LA TURQUIE

INTRODUCTION

Le constat aujourd'hui indique que la région du Maghreb, à l'instar de l'ensemble du continent africain est de nouveau objet à des convoitises d'ordre néo-colonial ou expansionniste. En effet, près d'un demi-siècle après la vague des indépendances, la région méridionale de la Méditerranée, reste encore victime des nouvelles formes d'ingérences discrètes et manifestes. Les anciennes formes de domination côtoient désormais les nouvelles configurations d'influence de la part des puissances émergentes, notamment celles de la Chine, la Russie et la Turquie.

La dernière décennie a été marquée par une « nouvelle ruée » vers l'Afrique et principalement sa région septentrionale ; conduite par de nouveaux acteurs de plus en plus influents parmi lesquels, les tigres de l'extrême Orient, les monarchies du Golfe mais aussi et surtout le « pivot géopolitique ¹ » turc. Ce dernier, instrumentalise tous les moyens du « hard power » au « soft power » pour concrétiser sa présence et sauvegarder ses intérêts dans le nord et l'est continent. Le « printemps arabe » a offert à la Turquie une opportunité pour accentuer son influence dans le Maghreb en soutenant les islamistes dans la région. Ainsi, en Tunisie, le parti islamiste Ennahdha a su se maintenir le pouvoir depuis l'année 2012 et s'est positionné comme l'allié indéfectible du pouvoir à Ankara dans la région. En Libye, l'effondrement de la Jamahiriya a ouvert la voie à une meilleure implantation des Turcs sur l'échiquier du chaos libyen.

Cependant, la Turquie n'arrive pas encore à tirer profits de ses actions et efforts de déploiements au Maroc et en Algérie où pourtant, le pouvoir d'Erdogan mène depuis plus d'une décennie, une offensive expansionniste multiforme. La guerre par procuration que la Turquie mène en Libye témoigne de l'importance qu'accorde Ankara à la région du Maghreb et prouve que l'héritier autoproclamé de l'Empire Ottoman, ayant perdu une manche en Egypte, à la suite de la destitution de son allié l'ancien président M. Morsi, ne tolérerait plus subir une autre défaite en Libye et son voisinage occidental. Une défaite qui sonnerait le glas de sa présence dans les rivages sud de la Méditerranée et mettrait en danger l'ensemble de ses stratégies et sa politique étrangère.

Dans cette étude que le l'institut a élaborée, l'intérêt de l'analyse porte sur les interventions turques dans les sphères multiples en Libye et en Tunisie en mettant l'accent sur les similitudes et les différences dans les objectifs et les formes d'ingérences en rapport avec les stratégies expansionnistes inhérentes à la politique turque actuelle.

¹ Notion développée par Zbigniew Brzezinski dans son livre le grand échiquier.

Dans une première partie il sera objet de décortiquer la genèse de la stratégie turque pour le Maghreb en particulier et l'Afrique en général et dans les deux parties suivantes, l'étude s'oriente vers l'exposé des formes d'ingérence de la Turquie en Libye et en Tunisie tout en soulignant les intérêts spécifiques d'Ankara dans chacun des deux pays et dans l'ensemble géopolitique de la région.

LA DOCTRINE GEOPOLITIQUE NEO-OTTOMANE AU MAGHREB ET EN AFRIQUE.

La naissance d'une doctrine expansionniste

Depuis sa création en 1923, la république turque sous le règne de Mustafa Kemal Atatürk, s'est méfiée de son héritage ottoman à caractère oriental et a opté en faveur d'une stratégie d'occidentalisation. Dans le processus d'établissement d'un État-nation « civilisé » et unifié sous la houlette d'une nouvelle identité turque, le *Kémalisme* a prôné les valeurs occidentales et le laïcisme de l'État tout en abandonnant les rhétoriques culturelles et référentielles musulmanes ainsi que toute forme de domination doctrinale sur les musulmans du monde entier. Depuis, la diplomatie étrangère turque avait reflété cette tendance d'occidentalisme vu qu'elle s'orientait vers l'Europe au point de s'opposer à la déclaration de l'indépendance algérienne pour s'aligner sur la position française.

Sur un autre plan, la Turquie a préféré faire partie du bloc militaire et stratégique occidental face à l'Union Soviétique et marquer ainsi son absence de tout soutien à la cause de mouvement des pays non-alignés que la plupart de ses anciens « vilayets » ou régences rejoignaient en masse lors de la guerre froide. Durant cette période la Turquie s'est limitée à ouvrir quelques ambassades dans les pays maghrébins et africains qui venaient d'accéder à l'indépendance. Ce n'est qu'au début des années 1970 que la République turque a exprimé son intention de diversifier ses liens diplomatiques et inclure le Maghreb et l'Afrique, en qualité de zones prioritaires dans sa politique étrangère. Cependant, il y a lieu de mentionner qu'Ankara était, à cette période cruciale de son histoire, préoccupée par la crise chypriote, dont le point d'orgue fut atteint en 1974, à la suite de l'intervention dans la partie nord de l'île. Les répercussions de cette intervention de l'armée turque et son occupation d'un territoire relevant d'un Etat européen sur les relations entre Ankara et ses partenaires européens n'avaient guère permis d'avancer sur le chemin d'une diversification des rapports entre Ankara et les capitales maghrébines et africaines. L'année 1997 avait pourtant connu la création de l'organisation pour la coopération économique de D-8 promue et portée à son statut effectif par le premier ministre turc de l'époque, M. Necmettin Erbakan. La création de cette organisation qui rassemble huit pays dont les populations sont majoritairement musulmanes, à l'instar du Nigéria et de l'Egypte, fut la principale initiative turque vers la consolidation de ses

relations en dehors de l'Europe et qui a pour finalité d'intégrer des pays africains dans les aires d'alliance d'Ankara. La fondation de ce groupe de coopération a révélé un premier plan d'ouverture ([annexe1](#)) de l'État turc sur le Maghreb et l'Afrique. Elle annonce aussi les grandes lignes et recommandations politiques, diplomatiques, économiques et culturelles nécessaires pour réaliser cette coopération, des recommandations qui font écho au rejet de la demande Turque pour l'adhésion à l'Union Européenne.

Il convient de souligner que la vraie décision de l'établissement d'une politique expansionniste néo-ottomane au Maghreb et en Afrique remonte essentiellement à l'année 2002, cette date qui ne représente pas seulement la date de l'ascension du parti AKP au pouvoir en Turquie mais témoigne de la renaissance symbolique d'une identité ottomane réinventée et resémantisée dans les politiques intérieures et extérieures du pays. Les anciennes régences sont désormais visées et convoitées par la diplomatie turque, laquelle met en œuvre à la fois les arguments de l'Histoire « commune » au sein de la domination de l'Empire Ottoman, détenteur de la légitimité *kalifale*, l'identité musulmane et l'expérience démocratique saluée par l'Occident, pour se présenter comme un modèle aux pays et partis au Maghreb. Pays et formations politiques en perte de projet politique et de capacités à se réinventer ou à se moderniser dans le cadre de leurs identités nationales après les soubresauts géopolitiques ayant succédé à la chute de Baghdâd et l'enlisement de la question palestinienne.

Avec l'AKP au pouvoir, l'héritage ottoman s'est transformé d'un élément marginal de l'Histoire à un instrument valorisant et stimulant de « l'identité transnationale » qui se devait d'attirer les musulmans du Maghreb et d'Afrique. L'un des théoriciens de cette doctrine dite Néo-Ottomane fut le ministre des affaires étrangères M. Ahmet Davutoglu, surnommé par certains le « Kissinger turc ». Dans son ouvrage référentiel « *La profondeur stratégique* », il a introduit la notion de « *géo-culture* » pour désigner le soft power dont son pays doit se servir dans le Maghreb, dans certains pays de l'Afrique Subsaharienne et dans tout autre contrée ayant été en contact, par le passé, avec l'Empire Ottoman.

La doctrine en application

A partir de l'année 2005, la diplomatie Turque a vu se concrétiser sa doctrine dite de « *géo-culture* » en obtenant le statut d'observateur au sein de l'Union Africaine. Près de trois ans après, l'Union Africaine a déclaré la Turquie partenaire stratégique, dans une déclaration en date du 12 janvier 2008. Depuis, une ère d'expansionnisme multiforme turc commence au Maghreb et en Afrique parfois

sous le couvert de la coopération économique ou de l'aide humanitaire, mais souvent elle a pris la forme d'une coopération militaire et sécuritaire, dont la fourniture d'équipements et d'expertise de répression des mouvements de protestation.

Pour décrypter l'importance du Maghreb et de l'Afrique dans la diplomatie turque sous l'égide de l'AKP, il faut mettre en exergue l'évolution des chiffres réalisés depuis que ce dernier a accédé au pouvoir en Turquie. En 2003, l'investissement direct à l'étranger turc en Afrique était estimé de 100 millions de dollars². Ce chiffre atteint les 6.5 milliards de dollars³ en 2017. Le montant des affaires conclues entre Turcs et Africains, principalement Maghrébins, a quintuplé en quinze ans à partir de 2003 en atteignant le palier de 20 milliards de dollars⁴ en 2018.

En ce qui concerne la coopération militaire, on observe que la Turquie entretient sa plus grande base militaire à l'étranger à Mogadiscio où elle s'est engagée à la formation de 10 000 soldats somaliens après l'achèvement de sa construction qui a coûté environ 50 millions de dollars⁵. La république turque a, en fait, renforcé sa coopérations militaire avec plusieurs pays africains, à l'instar notamment du Burkina Faso. Ce pays a importé jusqu'à l'année 2021, des équipements militaires d'une valeur de 6 934 000 dollars⁶ de la Turquie. A mentionner aussi qu'une délégation du G5 Sahel a communiqué⁷ lors d'une visite à Ankara le 5 Avril 2021, sa volonté de renforcer la coopération sécuritaire avec la Turquie. Lors de cette visite cette délégation a exprimé son intérêt pour l'achat des équipements militaires turcs nécessaires à la lutte anti-terroriste que la force conjointe du G5 mène dans la région. Parallèlement à la fourniture d'équipements et d'experts, la Turquie se déclare prête à déployer ses soldats en Afrique comme elle l'a fait au sein de la Mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) ou encore, au sein de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS).

Le soft-power offensif

Il est manifeste que la Turquie use du soft power pour couvrir ses intérêts au Maghreb et en Afrique. Les dirigeants turcs évoquent les relations que la Sublime Porte avait entretenait avec ses « vassaux »

²<https://issafrika.org/iss-today/making-turkey-great-again>

³ *Ibid*

⁴<https://www.dailysabah.com/op-ed/2018/05/25/turkey-and-africa-are-building-a-solid-partnership>

⁵<https://www.ege.fr/infoguerre/les-visees-expansionnistes-de-la-turquie-dans-la-corne-de-lafrique-cas-de-la-somalie#:~:text=La%20somalie%20accueille%20la%20plus,de%20mer%20dans%20la%20capitale.>

⁶<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-burkina-faso-se-dote-d%C3%A9quipements-et-de-v%C3%A9hicules-de-d%C3%A9fense-turcs-pour-la-lutte-antiterroriste/2367360#>

⁷<https://atalayar.com/fr/content/visite-du-g5-sahel-en-turquie>

dans le passé à l'instar de la Régence de Tunis, du Sanjak d'Alger, de la Principauté de Tripoli, etc. Pour les pays africains, les historiens turcs affiliés à la stratégie d'Ankara évoquent les relations prétendues ou réelles d'Istanbul avec le sultanat d'Adal (1415-1577) pour renforcer la présence turque en Somalie, de même que les rapports entre les Ottomans et l'Empire du Kanem-Bornu (1400-1893) au Tchad.

La principale rhétorique de la doctrine Davutoglu, demeure le rappel de « l'Histoire commune » que le Maghreb est sensé préserver et partager avec l'héritier des anciens occupants – protecteurs ottomans du temps des « vilayets » et des « Faraman ». Le Maghreb connaît une autre forme du soft power turc, celui qui se manifeste à travers les séries télévisées produites par les chaînes à Istanbul, traduites dans les dialectes locaux et propagées par des chaînes à très large audience. Les autres pays africains ne sont pas épargnés de ces spectacles qui visent à familiariser les peuples africains à la culture et aux produits turcs.

Culturellement et notamment au niveau de l'enseignement privé, plus de 144 écoles turques, dénommées communément : « Maarif » (connaissances), se sont implantées sur l'ensemble du continent afin de remplacer le réseau des institutions relevant de Fethullah Gülen, le prédicateur fondamentaliste turc, accusé par Erdogan de tentative de coup d'État en 2016.

En plus de ces écoles, l'État turc a augmenté le nombre de ses ambassades en Afrique de 12 en 2003 à 41 ambassades en 2021. Une augmentation destinée à permettre la mise en place des stratégies diplomatiques dans le Maghreb et sur l'ensemble du continent.

L'Égypte n'est pas la seule à être visée par les stratégies agressives et belliqueuses de la doctrine Néo-Ottomanisme et de son « soft power ». En effet, la diplomatie turque entretient et diffuse un discours à connotation anti-impérialiste contre les puissances occidentales au Maghreb et en Afrique ; l'Europe en général est la cible des critiques acerbes et des diatribes panislamiques vantant la solidarité entre nations issues de l'Empire Ottoman. Le discours turc rappelle les atrocités et les abus européens durant la période de la colonisation tout en soulignant les différences radicales entre d'une part, la politique d'Ankara au Maghreb et en Afrique et d'autre part, les velléités dominatrices prônées par les pays occidentaux. Dans cet ordre d'idées, il serait opportun de rappeler ce que le président Erdogan a déclaré, lors d'une visite en Zambie en disant : « *La Turquie n'est pas venue faire ce que les occidentaux ont fait auparavant, prendre l'or et les richesses naturelles de l'Afrique* ». Dans une autre occasion, il a évoqué que « *Les frères africains recherchent de vrais amis qui respectent leur Histoire et culture* ».

ainsi que leurs traditions et langages (...) et la Turquie cherche à être un vrai partenaire de l'Afrique».⁸ Par ces discours répétés à chaque visite dans une capitale du Maghreb ou en Afrique, le président Erdogan cherche à diffuser et à valoriser une image de sa personne et de son statut en tant que sauveur de la Nation islamique ou « Ummah ». Cette vocation autoproclamée est au cœur de la propagande turque dont le point d'orgue médiatique a été le retrait spectaculaire et orchestré du président Erdogan à l'occasion de sa participation au débat autour de l'agression de Gaza organisé à Davos⁹ en 2009. Un retrait savamment mis en scène et en spectacle face au chef du gouvernement israélien M. Shimon Pérès ; image médiatique hautement symbolique et relayée en boucle sur les chaînes satellitaires arabes.

Pour mieux ancrer cette image d'unificateur et de défenseur de la Nation dans les représentations, les visites d'Erdogan au Maghreb et en Afrique ont éteint le nombre de 26 entre 2003, date à laquelle il accède au poste de premier ministre pour la première fois et 2021. Il est à rappeler qu'en 2006, par exemple, le président Erdogan, au sommet de sa popularité régionale et propulsé par les soutiens de tout ordre de la part de ses partenaires, a rendu visite à M. Omar Al Bachir afin d'apporter un soutien de taille à ce régime autoritaire et sanguinaire¹⁰ faisant fi des critiques des Occidentaux.

Sur la même lancée, l'aide humanitaire en direction de l'Afrique a servi d'instrument dans cette propagande. En Somalie, à titre exemple, la Turquie a intensifié son aide pour affronter les diverses pandémies tout en soulignant, via les médias, l'indifférence de l'Occident à l'égard des drames sanitaires dans le Continent. Concrètement sur le terrain, les organisations turques d'aide humanitaire sont mobilisées aussi bien en période de crise qu'en temps de répit. La propagande turque ne cesse de rappeler que depuis 2011, le modèle appliqué par Ankara en Somalie est exemplaire. Les Turcs apportent de l'aide sur le terrain, tout en assurant la réalisation de nombreux projets de développement, dont certains ont été déjà mis en œuvre et sont parvenus à leur plein rendement¹¹. Ce constat repris par les politiques turcs pour vanter leur capacité à maintenir une coopération avec les partenaires maghrébins et africains a recueilli la reconnaissance de la part de M. Maryam Qasim Ahmad, ministre somalienne du développement humain et des services. Une reconnaissance qui ne

⁸<https://www.aa.com.tr/en/africa/turkey-south-africa-to-boost-trade-tieserdogan/1216093>

⁹<https://www.lapresse.ca/international/moyen-orient/200901/29/01-822242-davos-erdogan-quitte-en-colere-un-debat-avec-peres-sur-gaza.php>

¹⁰Des rapports avaient soutenu que la Turquie était derrière l'exclusion des dirigeants qui prônaient le rapprochement avec les saoudiens au détriment des frères musulmans du pays.

¹¹<https://www.aa.com.tr/fr/titres-de-la-journ%C3%A9e/aide-humanitaire-mod%C3%A8le-exemplaire-appliqu%C3%A9-par-la-turquie-en-somalie-/821228>

peut qu'affirmer l'influence de l'aide humanitaire turque sur les dirigeants africains et leur perception de la nature des modèles d'aide.

Les donations en équipements turcs sur le continent s'inscrivent dans la même optique politique et de propagande. Ainsi, en Tunisie à titre d'exemple, les donateurs turcs se sont employés à inscrire une phrase sur les deux côtés des camions-poubelles ou des fourgons de lutte contre les incendies offertes par la Turquie du temps des gouvernements proches ou inféodés au parti Ennahdha, proche de la présidence à Ankara, indiquant qu'il s'agit « d'un don accordé par la république de Turquie au peuple tunisien » ([annexe2](#)). La stratégie de communication est ici claire et directe, c'est une composante de la lutte pour les « *hearts and minds* » des Tunisiens.

Pour conclure cette première partie, Il est permis de stipuler que la doctrine Néo-Ottomane et des stratégies qui en ont découlé au niveau de la diplomatie, des médias et des formes de soutien ou d'aide humanitaire, se sont illustrées au Maghreb et en Afrique, par une orientation manifestement pragmatique, opportuniste et empreinte d'idéologie et de réminiscence des thématiques historiques souvent revisitées. Cependant, ces stratégies ont permis à la Turquie de regagner une partie du marché africain qui représente 1.2 milliard d'habitants en profitant des manquements et des errements des autres politiques occidentales dans cette région. La période durant laquelle l'Afrique était absente des stratégies turques est désormais révolue, faisant place à une nouvelle optique empreinte d'interventionnisme et de phagocytage multiforme qui prend son assise dans les rhétoriques identitaires et religieuses pour verser dans l'économie après un détour par la propagande et les médias. A ce titre, le soft power joue un grand rôle dans cette nouvelle phase, mais cela n'aurait pas été possible sans l'ascension d'une classe de producteurs et investisseurs nationaux en Turquie qui cherchent à dominer de nouveaux marchés à l'extérieur, surtout ceux laissés en friche par les entreprises occidentales. L'émergence d'une industrie militaire turque depuis 1974¹² peut être considérée comme le deuxième pilier de l'expansionnisme turc dans la région et principalement dans l'auréole des pays proches ou le « near-abroad » et, plus loin dans le Maghreb et l'Afrique où Ankara ne cherche plus désormais le contrôle des marchés, mais aussi, en Libye à titre d'exemple et de dynamique annonciatrice des scénarios futurs, des territoires. En plus de la base militaire en Somalie,

¹² Après son invasion du nord chypriote en juillet 1974, la Turquie a subi un embargo sur les livraisons d'armes. Cette décision internationale a incité la création de l'industrie militaire nationale pour satisfaire les besoins en armes du pays.

la Turquie contrôle l'île de Suakin¹³ sur la cote soudanaise de la mer rouge et, désormais, elle constitue une force d'occupation directe dans la Tripolitaine.

¹³https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/17/la-turquie-de-retour-sur-la-mer-rouge_5243048_3212.html

L'ÉCHIQUIER MAGHREBIN :

LA LIBYE ET LA TUNISIE DANS LE PRISME STRATEGIQUE DE LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE LA DOCTRINE POLITIQUE DE LA TURQUIE

Situées entre la Méditerranée au nord, la mer qui voit transiter près de 20% du trafic maritime mondial et le Sahara – Sahel au sud, région vaste et extrêmement riche en ressources naturelles rares et stratégiques, la Libye et la Tunisie portières du canal de Sicile, constituent un axe de passage idéal. La Turquie, comme toute autre puissance commerciale actuelle ou en puissance, cherche à élargir son influence vers ce point névralgique.

Dans les paragraphes suivants, les politiques et les stratégies turques dans les deux pays sont décortiquées en rapport avec les divers enjeux et menaces en cours.

L'INGERENCE TURQUE EN LIBYE : LES MOTIFS ET LES FORMES

Les enjeux énergétiques

Dévoilant ses visées stratégiques en matière d'hydrocarbures, ressource qui fait défaut à son pays, le président Erdogan déclara ; « (...) *Nous souhaitons faire de notre pays l'un des pôles de l'approvisionnement énergétique mondial* ». Cette brique faisant partie du discours prononcé à l'occasion l'inauguration du Gazoduc Turkstream le 8 janvier 2020, reflète clairement la volonté du maître d'Ankara d'insérer la Libye, grand producteur de pétrole, dans son échiquier énergétique à dimension globalisée. En effet, la politique du président turc a pour finalité de transformer son pays en hub énergétique principal acheminant le gaz et autres énergies vers l'Europe à partir du bassin russe et des côtes libyennes. A rappeler à ce propos, que la Turquie importe l'équivalent de 84,4% de ses besoins en énergies fossiles (93% pour le gaz et 99% pour le pétrole)¹⁴ et cherche militairement et politiquement à s'emparer des concessions énergétiques en Libye. Les stratèges d'Ankara lorgnent du côté des nouvelles exploitations en Libye et de celles abandonnées depuis 2011 par les entreprises occidentales afin de multiplier ses concessions tout en réduisant sa dépendance vis-à-vis du géant algérien des hydrocarbures, la Sonatrach. La stratégie turque en Libye tente aussi, pour des raisons géopolitiques, de tirer profit de l'emplacement des exploitations libyennes pour renforcer son emprise tout autant que ses tentatives pour accéder au gaz de la Méditerranée orientale, ressource soumise à une série de

¹⁴<https://www.ica.org/reports/turkey-2021>

clivages souvent inextricables dans l'immédiat ou le court terme. A ce titre, les ressources énergétiques libyennes ne sont pas seulement valorisables pour leur importance économique, mais aussi pour leur localisation au voisinage immédiat des bassins de prospection en Méditerranée orientale où toute revendication sur les droits de prospection nécessite une « légitimation » de proximité territoriale.

Selon la Commission Géologique Américaine, la région de la Méditerranée orientale, regorge de l'équivalent de 5 765 milliards de mètres cubes¹⁵ en 2010. Une ressource monumentale qui explique pourquoi la Turquie cherche à légitimer ses prospections dans la zone maritime chypriote et à lui adjoindre un territoire maritime turco-libyen, tracé de commun accord avec le gouvernement de M. Fayez Sarraj. En effet, en date du 27 novembre 2019, la Turquie a signé un accord clivant et décrié par plusieurs parties, instituant une délimitation maritime¹⁶ avec le Gouvernement de Tripoli. Cet accord constitue un des principaux leviers dans la quête d'Ankara pour la justification de sa présence dans la zone et de son ingérence en Méditerranée orientale et centrale. Sur la même lancée et dans une perspective attenante, la Turquie cherche à faire partie du projet de Gazoduc « EastMed », planifié essentiellement par un consortium composé par Israël, la Grèce, l'Égypte, l'Italie et Chypre, sous prétexte que ce gazoduc passerait par sa zone économique exclusive (ZEE) créée ex nihilo grâce à son accord avec Tripoli (annexe3). Concrètement, la Turquie veut exploiter ces faits accomplis sur le terrain et ces réalités imposées comme moyens de pression sur ses adversaires, au Moyen-Orient en faisant prévaloir des droits nouveaux au sein de configurations géopolitiques extrêmement complexes et même explosives. Ces pressions semblent désormais déborder des limites du Levant pour embrasser désormais l'Europe et le Maghreb. Les Turcs ont conscience de l'importance de ce gazoduc pour les pays européens, lesquels sont très dépendants des livraisons de gaz en provenance des régions de production en Méditerranée orientale afin de réduire leurs importations à partir de la Russie. Sensible à cette question inhérente à la volonté des Européens à diversifier leurs sources d'approvisionnement en gaz naturel, les Turcs envisagent la jonction des gazoducs subaquatiques en Méditerranée en connectant les grands bassins libyens susceptibles de doubler les capacités d'approvisionnement. Ainsi, on constate et on décrypte les raisons éludées de la persistance de la guerre civile en Libye et du rôle déstabilisant de la Turquie dans ce pays. Manifestement, cette guerre longue et sans réelles perspectives de dénouement définitif à court et moyen termes, semble être

¹⁵<https://pubs.usgs.gov/fs/2010/3014/pdf/FS10-3014.pdf>

¹⁶ L'État turc soutient l'idée de « Patrie bleue » introduite par Cem Gurdeniz qui préconise que le territoire de la Turquie ne se limite pas aux frontières désignées par les traités d'après-guerre. Selon cet amiral, la Turquie doit élargir ses frontières maritimes pour qu'elles soient appropriées à sa superficie terrestre.

détournée et perpétuée par les interventions étrangères, principalement turque, pour servir les intérêts d'Ankara et faire face et obstacle aux adversaires au niveau de la fourniture en énergie.

L'enjeu économique

La stratégie turque en Libye allie les aspects aussi bien énergétiques que les facteurs d'ordres économiques. En effet, les entreprises turques aspirent à reprendre le travail et récupérer leurs investissements dans les projets qu'elles avaient entamés avant la chute de la Jamahiriya en 2011 et dont la valeur est estimée à 18 milliards de dollars¹⁷. Ces sociétés déclarent même avoir perdu leurs équipements et leurs matériaux en Libye et s'attendent à une compensation de leurs pertes. En outre, les entreprises turques dans le secteur d bâtiment et des travaux publics convoitent l'exclusivité sur les projets de reconstruction en Libye dont l'estimation est de l'ordre de 100 milliards de dollars au minimum, selon les chiffres contenus dans le rapport de la Banque Mondiale¹⁸.

Dans le même ordre économique, les planificateurs en Turquie ont conscience que dans la perspective de stabilisation en Libye, même partiellement dans certaines régions, notamment en Tripolitaine, une opportunité importante s'offrirait aux investissements d'Ankara avec l'ouverture d'un marché demandeur en tous produits, principalement turcs. En effet, même si sa population ne dépasse pas les 7 millions d'âmes, y compris les migrants, la Libye constitue un marché hautement intéressant pour la Turquie car la rente pétrolière confère aux habitants un pouvoir d'achat respectable.

Il faut enfin préciser que la Libye a une très ancienne tradition relativement bien ancrée de carrefour commercial entre la Méditerranée et la bande saharo-sahélienne. A ce titre, Sebha constitue la plaque tournante des trafics vers Agadez, N'djamena et Dongola. Autant de marchés convoités par la Turquie qui lorgne du côté de cette frange méridionale du Maghreb où le situation économique autant que géopolitique stimule les visées expansionnistes d'Ankara.

Les enjeux géopolitiques

Les choix de politique intérieure et des grandes options doctrinales de l'élite au pouvoir à Ankara ont des retombées manifestes sur la politique étrangère turque ce qui se traduit par un ensemble de stratégies interventionnistes dans certaines configurations régionales dont la Libye.

¹⁷<https://www.dailysabah.com/business/economy/turkey-libya-deal-to-complete-unfinished-construction-projects-enters-into-force>

¹⁸<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/3d3cd163628175d3add84db3c707eaa5-0280012021/original/ENG-Libya-Economic-Monitor.pdf>

Le Putsch avorté en 2016 à Istanbul et ses soubresauts qui se sont traduits par des arrestations massives et des purges dans l'appareil d'Etat, les divisions politiques, l'échec retentissant de l'aventure militaire et milicienne en Syrie, la gestion désastreuse du dossier des factions terroristes dans les confins méridionaux et les attentats sanglants ont poussé les leaders de l'AKP à prôner en faveur d'une « *nécessaire mobilisation nationale derrière une cause commune* » ; celle de la sécurité et du redéploiement de la puissance du pays dans la région.

En Octobre 2016 et dans la foulée des répressions à l'encontre des présumés putschistes, le président Erdogan s'est adressé aux chefs des villages élus en affirmant que : « *La Turquie avait perdu de nombreuses générations dans la lutte contre le terrorisme et dans les luttes fratricides* » en ajoutant que : « *Désormais, nous n'attendrons pas que les menaces arrivent jusqu'à nos frontières. Nous n'attendrons plus que les organisations terroristes nous attaquent. Nous les battons à mort partout où ils se mobiliseront* »¹⁹. Par terroristes, terme éminemment polysémique, le chef de l'Etat turc désignait tous les ennemis de son projet politique à l'intérieur du pays que dans l'ensemble de la région. Par ce discours guerrier et belliqueux, le président turc a cherché à mobiliser la population autour de « l'Union Sacrée » et à aligner la population esseulée par la crise économique persistante sur son projet de guerre à l'extérieur, dont celle de la campagne de Libye et par la suite en Arménie dans la province du Haut Karabakh.

Il y a lieu de souligner que l'intervention en Libye s'inscrit dans la volonté du président Erdogan de maintenir la pression sur l'Europe, grâce à la valorisation géopolitique et sécuritaire de la carte de la migration clandestine. A l'instar de son précédent avec les réfugiés syriens et afghans qu'il a canalisés vers les côtes européennes de son voisin grec, le président Erdogan serait tenté, grâce aux milices libyennes qui lui sont inféodées dans la Tripolitaine d'exploiter les migrants africains qui veulent échapper de leurs situations dramatiques en regagnant les côtes européennes. En « ouvrant la manne » de la migration clandestine à partir du littoral libyen, le président Erdogan pourrait mettre à mal les politiques sécuritaires de l'Europe et s'octroyer un levier de taille dans les prochaines négociations autour du dossier libyen.

Politiquement et en rapport avec le déploiement turc en Libye, il est édifiant de rappeler que l'élite au pouvoir à Ankara et qui se réclame idéologiquement de la doctrine Néo-Ottomane adopte une logique expansionniste à caractère mercantile en parfaite cohérence avec les groupes sociaux ayant fait allégeance à l'AKP et dont les origines se retrouvent dans l'héritage des siècles passés du Califat. Cette logique consiste à l'annexion ou le phagocytage des espaces dans les pays voisins ou éloignés

¹⁹<https://www.tccb.gov.tr/haberler/410/55684/bu-ulkede-artik-kimsenin-yaptigi-ihanet-yanina-kr-kalmayacak.html>

sous la houlette d'un prosélytisme religieux et idéologique à les territorialiser comme composante spatiale de la nouvelle structure supra-étatique afin d'en sacraliser l'exploitation exclusive. Cette « sacralisation » du territoire vise à interdire aux autres acteurs et puissances d'infiltrer le marché du pays mis sous tutelle ou influence et à renforcer le potentiel compétitif des entreprises turques. Par conséquent, les concurrents étrangers et principalement, occidentaux sont privés de soutiens et leur présence est alors considérée, par une partie de la population, comme une forme d'occupation coloniale, contrairement à la Turquie qui aspire à se faire considérer comme protectrice des croyants dans un cadre référentiel califal. Ce « détournement » sémantique n'est pas orienté uniquement vers les puissances occidentales, mais vise aussi et surtout les adversaires de la Turquie et en premier lieu ; les égyptiens, émiratis et saoudiens, considérés par la propagande d'Ankara, comme des « suppôts » de l'impérialisme impie occidental. Cette approche d'ordre inhérent à ce désigne M. Butterfield comme « *Hobbesian Fear* »²⁰ amène la Turquie à opter pour une politique de soutien aux partis islamistes dans la région en perspective d'une valorisation de cette alliance d'ordre idéologique, comme c'est le cas en Libye. Ce soutien est devenu hautement stratégique pour Ankara à la suite de l'éviction violente de leurs alliés en Egypte et la décrépitude du pouvoir dominé par le parti Ennahdha en Tunisie. Les planificateurs de la politique en Turquie savent très bien, notamment depuis l'avancée militaire des troupes de M. Haftar vers la capitale libyenne Tripoli, que tout abandon de leurs protégés en Libye, risque à l'avenir, de leur subtiliser leurs alliés et notamment les Frères Musulmans, ces derniers seraient dès lors amenés à chercher d'autres protecteurs dans la région pour se maintenir au pouvoir ou du moins, sur une partie de l'échiquier. Laisser les islamistes à Tripoli et en Libye à leur sort ne nuirait pas seulement aux intérêts turcs dans la région mais aussi à leurs relations avec les alliés ailleurs, notamment en Azerbaïdjan, en Syrie et dans d'autres pays. Pour l'ensemble des raisons citées et pour préserver sa crédibilité auprès de ses alliés, la Turquie s'est montrée prête à aller jusqu'au bout dans la guerre en Libye, y compris l'intervention directe et la mobilisation des mercenaires, dont certaines factions se revendiquent du djihadisme.

Les manifestations de la présence multiforme turque en Libye

Dans la foulée des affrontements internes en Libye, la Turquie s'est engagée à soutenir les groupes et les figures islamistes à l'instar de la mouvance politico-milicienne « *l'Aube de Libye* », la « *Brigade des martyrs de 17 février* » et le commandant Abdelhakim Belhadj, ancien détenu à Guantanamo et chef autoproclamé des « révolutionnaires » à Tripoli au moment de sa chute en 2011. Depuis 2016,

²⁰ Notion introduite par l'historien Herbert Butterfield.

Ankara ne cesse de prêter main forte au gouvernement de Concorde Nationale dirigé par M. Sarraj aussi bien militairement que politiquement. Le point culminant de ce soutien a eu lieu à la fin de l'année 2019 lorsque les deux parties ont signé l'accord de coopération militaire et sécuritaire et ce, le 27 novembre 2019.

Cet accord a été le prétexte justifiant et « légalisant » le déploiement de milliers de mercenaires issus des groupes miliciens radicaux venus de Syrie dans le sauvetage in extremis du gouvernement de Tripoli face à l'attaque commandée par l'armée de M. Haftar. La Turquie ne s'est pas privée d'utiliser ces mercenaires dans cette guerre par procuration en Libye. Des Unités constituées par les mercenaires de la « *Brigade du Sultan Murad* », des terroristes d'obédience d'Al Qaïda appartenant à « *Hayat Tabrir Al Cham* », « *Jabhat Al Nusra* » et « *Liwa Al Mu'tasim* »²¹ ont servi comme factions combattantes dans les premières lignes sur le champ de guerre libyen. En contrepartie, les familles de ces mercenaires en Syrie recevaient 2000 dollars comme solde mensuelle.

Profitant du pouvoir financier du Qatar, la Turquie est parvenue même à aligner des opposants tchadiens issus de l'ethnie toubou qui ont combattu dans les rangs de l'Armée Nationale Libyenne et des groupes armés yéménites appartenant au parti Al-Islah. Sur le plan de la formation et de l'entraînement de ces combattants aux techniques de la guérilla urbaine et du maniement des armes de fabrication turque, Ankara a fait appel aux services de la compagnie privée « *Sedat International Defence Consultancy* » à partir du mois de décembre 2019. Parallèlement à cette forme de privatisation de la guerre, la « *Misrata Airforce Academy* » s'est occupée de la maintenance des avions et des drones acquis ou loués par les forces du GNA. Cette académie a abrité, lors du conflit de 2019/2020, des pilotes venus de Colombie, de Géorgie, d'Ukraine, d'Equateur, du Portugal et des États-Unis pour mettre en œuvre les opérations aériennes du gouvernement de Tripoli.

Pour assurer la logistique et l'équipement dans cette guerre, l'industrie militaire turque a mis à disposition du gouvernement de F. Sarraj, des véhicules blindés, des pièces d'artillerie de type Firtina T-155, des lance-roquettes de type Sakarya T-122 et des drones de type Bayraktar TB2, sans oublier l'exploitation du système de défense aérien américain HAWK XXI SAM pour intercepter les missiles de l'armée de M. Haftar.

Pour vanter sa politique interventionniste en Libye, la propagande turque a mis en application son soft power en évoquant l'Histoire ottomane, en misant cette fois sur ce qu'elle a désigné comme les

²¹ Le rapport du groupe d'expert de l'ONU en Libye de 2021, p38.
<https://undocs.org/fr/S/2021/229>

preuves de « l'héroïsme » de certaines figures nationales à l'instar du président Erdogan lui-même qui a rappelé une multitude de phases historiques pendant lesquelles les Turcs ont « accouru au secours des frères libyens » à l'instar des interventions des janissaires et de la participation Kemal Atatürk et d'Enver Pacha²² dans la guerre pour briser le siège italien sur Tripoli en 1911.

Cependant, il faut rappeler que l'intervention turque ne constitue qu'une facette de l'imbroglie politique et géopolitique en Libye. En effet, la configuration libyenne est caractérisée depuis 2011, par un chaos sécuritaire et institutionnel à cause du tribalisme, lequel inhibe toute réémergence d'un pouvoir central, de la prolifération des milices armées et des groupes terroristes ainsi que des antagonismes entre les forces politiques de la Cyrénaïque d'un côté et de celles de la Tripolitaine, d'un autre côté. Ces clivages profonds perdurent et nuisent à toute conclusion d'accords viables et servent de terreau et de légitimation, même relative, pour la Turquie, certes, mais aussi aux autres parties étrangères pour intervenir dans le pays et interférer dans ses affaires intérieures.

A ce titre, il est permis de s'inquiéter sur le sort des élections prévues pour le 24 décembre 2021. Celles-ci sont clairement menacées par les contraintes et la situation géopolitiques marquées par une grande fragilité. Dans cette situation et redoutant son écartement ou son éviction, par les urnes ou par les armes, la Turquie maintient ses mercenaires en Libye, tout comme certains autres pays, directement ou par voie de mercenariat, dans une perspective de se prémunir contre tout retournement de la situation et en premier lieu, une reprise de la guerre.

En guise de conclusion, il est possible de stipuler que la Libye s'est transformée d'un pays souverain à un pays en failli du fait de l'absence d'un contrat social²³ solide entre les tribus et les différents entités politiques existantes et de l'ingérence étrangère des puissances antagonistes qui sont parvenues jusque là à faire avorter toute tentative d'arrêter la guerre ou de la laisser se conclure en faveur d'un des deux camps. La Turquie est l'une de ces puissances qui n'abandonnerait pas ses objectifs dans le pays et entamerait inéluctablement d'autres formes d'ingérence plus appropriées aux configurations et aux rapports de forces ultérieurs dans le but de rester dans l'équation locale au cas où un nouvel accord de paix serait ratifié sous l'égide de l'ONU.

²²<https://arabic.rt.com/world/1071600-%D8%A3%D8%B1%D8%AF%D9%88%D8%BA%D8%A7%D9%86-%D9%88%D8%B3%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%B4%D9%87%D8%A7%D8%AF-%D8%A8%D9%83%D9%85%D8%A7%D9%84-%D8%A3%D8%AA%D8%A7%D8%AA%D9%88%D8%B1%D9%83-%D9%81%D9%8A-%D8%AA%D9%85%D9%87%D9%8A%D8%AF%D9%87-%D9%84%D9%84%D8%AA%D8%AF%D8%AE%D9%84-%D9%84%D9%8A%D8%A8%D9%8A%D8%A7/>

²³ Tarek Megerisi.2020, Old Rules, New Rulers: The Social Contract in Libya
<https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/old-rules-new-rulers-social-contract-libya-29249>

Les paragraphes suivants seront consacrés à l'analyse du type d'interférence adopté par la Turquie d'Erdogan en Tunisie depuis plus d'une décennie.

LA TUNISIE FACE AU PROJET NEO-OTTOMAN

ET SES TENTATIVES DE PHAGOCYTAGE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Le phagocytage de l'économie tunisienne

Une décennie après la révolution en Tunisie, une grande partie du peuple ressent une situation critique d'appauvrissement alors qu'une classe infiniment minoritaire semble s'enrichir grâce aux réseaux occultes de l'économie de l'ombre ou grâce à la « rente politique » et la « perversion du territoire ». C'est notamment le cas des entreprises turques implantées en Tunisie et des groupes de spéculateurs qui gravitent autour dont on parle à ce propos. La Turquie a bien saisi l'opportunité qui s'est manifestée après le 14 janvier 2011, pour prêter main forte à Ennahdha, dans le cadre d'un projet géopolitique beaucoup plus vaste ; projet dont la Turquie n'était pas le principal architecte, mais qui a su le détourner à son profit de manière opportuniste, pragmatique et finement étudiée. Ce ne fut pas le cas des autres puissances occidentales, lesquelles tout en vantant le démantèlement du pouvoir en place, ont été surprises par la montée en puissance des forces rétrogrades, franchement antioccidentales et radicalement ancrées au projet Néo-Ottoman. Le parti Ennahdha a su mobiliser les symboles profondément enracinés dans l'inconscient populaire et a élaboré un discours victimisant en tant que groupe persécuté durant les décennies de dictature. Un discours qui lui a permis, à la suite du suffrage du 23 octobre 2011, de monopoliser le pouvoir en Tunisie et d'édifier ce qui a été désigné par M. Leyssir comme « L'État des dilettantes », un Etat qui avait uniquement pour finalité de gouverner la Tunisie en la menant vers une islamisation chaotique et d'assurer la défense et la diversification des intérêts des partenaires d'Ennahdha et en premier lieu, les investisseurs turcs. Dès 2013, le gouvernement de dit de la « Troïka »²⁴ signe une modification de l'accord d'échange turco-tunisien de 2005, pour le transformer en un accord de libre-échange intégral. Cet accord permet aux acteurs économiques turcs d'envahir le marché tunisien dans presque tous les secteurs à l'instar de l'agroalimentaire, le textile et l'habillement avec des produits bas de gamme dont la majorité est exonérée de toute taxation ou de droits de douane. Ce dumping des produits turcs sur le marché tunisien contribue à la faillite des producteurs locaux et à la disparition progressive de l'industrie locale. Les investisseurs tunisiens, peu ou mal encadrés par une machine politique et bancaire à l'extérieur, se sont retrouvés marginalisés dans leur propre marché et démunis de toute possibilité de conquérir d'autres en dehors du pays. Depuis l'arrivée massive du prêt-à-

²⁴ Gouvernement issu d'une coalition entre le parti d'Ennahdha, le Congrès pour la République (CPR) Ettakato

porter « made in Turkey » sur le marché tunisien, l'industrie locale a été inhibée et affaiblie et son potentiel concurrentiel émoussé face à des produits turcs dont les prix sont paradoxalement plus chers et de qualité souvent moindre. A titre d'exemple et selon un témoignage d'une actrice du secteur de l'habillement, « *Un pull-over provenant de Turquie est vendu à 60 dinars, alors que celui fabriqué en Tunisie, l'est à 35 dinars* »²⁵ affirme Sameh Trabelsi, une propriétaire d'usine de textile à Ksar Saïd.

Ce dumping opaque et empreint d'interventionnisme politique et partisan ne touche plus désormais le secteur secondaire, mais a pu s'octroyer une certaine aire de manœuvre dans l'agriculture, secteur hautement stratégique, pour ne pas dire vital, pour la Tunisie. A ce titre, un agriculteur céréaliculteur de Béja s'interroge ; « *Pourquoi nuire à une culture bénéfique à la terre et aux agriculteurs par l'importation de ces graines turques* »²⁶.

En 2017, l'Institut National de la Statistique a estimé que le déficit commercial de la Tunisie avec la Turquie atteint les 817,2 millions de dinars.

Loin d'être neutre dans ce jeu de phagocytage du marché tunisien par les entreprises turques et de démantèlement progressif du tissu industriel et manufacturier local, le gouvernement dominé par Ennahdha et l'administration mise au pas par ses cadres, auraient pu réviser l'ancien accord et le modifier en faveur des Tunisiens. Pour cause d'inféodation au projet Néo-Ottoman et certainement pas pour une quelconque pénurie de compétences, le gouvernement de la Troïka a œuvré, avec abnégation, à favoriser les investisseurs turcs aux dépens de leurs homologues tunisiens, largement desservis par des politiques économiques injustes et destinées à asservir le marché local aux « Tigres d'Anatolie ». Il importe cependant de relever que les entreprises turques, souvent considérées comme des investisseurs importants en Tunisie, ne dépassent pas une centaine sur les 3 445 entreprises étrangères installées dans le pays. Une situation qui éclaire sur le « traitement de faveur » dont jouissent les investisseurs turcs et l'interventionnisme politique qui les soutient.

Sur un autre plan annexe, il ne faut pas ignorer le rôle des séries turques et des sociétés d'aide dans la propagation des produits turcs et à l'ancrage d'une image idyllique de la Turquie dans les représentations d'une large partie de la population.

La description de ces situations renseigne sur les contours de la politique de la Turquie, un pays et un projet géopolitique qui a pu exploiter ses relations d'inféodation et de soumission avec les tenants du pouvoir en Tunisie pour intégrer le marché local au sein du dispositif expansionniste d'Ankara.

²⁵<https://chroniques.tn/2017/07/marchandises-turques-commerçants-profitent-lindustrie-lagriculture-pâtissent/>

²⁶<https://www.webmanagercenter.com/2017/07/03/408277/commerce-les-produits-turcs-mettent-a-genoux-lindustrie-et-lagriculture-tunisiennes/>

Insatisfaits de l'étroitesse des transactions en Tunisie, les investisseurs turcs s'intéressent depuis peu au secteur de l'immobilier et du foncier agricole. A cet effet, ils ont exigé de leurs partenaires d'Ennahdha de préparer une série de lois permettant aux capitaux turcs et de manière exclusive et préférentielle, d'acquérir des biens immobiliers en Tunisie après une lente et inexorable dévaluation de la monnaie locale.

Cependant, force est de constater que l'ingérence turque en Tunisie ne s'est pas limitée au secteur économique. Elle a commencé depuis des années à constituer une réelle menace sur la configuration sociale et la sécurité nationale du pays.

La Tunisie et les implications régionales et géopolitiques des projets expansionnistes turcs

Quand il s'est révolté vers la fin de l'année 2010, le peuple tunisien revendiquait la préservation de sa dignité et de sa liberté, mais aussi et surtout la résolution du problème endémique du chômage de larges pans de la jeunesse. Or, juste après la chute du régime, une partie importante des jeunes a fait l'objet d'une politique de radicalisation et de manipulation médiatique et d'endoctrinement systématique qui est parvenue, à grands coups de prêches enflammés, d'intéressement pécuniaires, de violence contre les voix dissonantes, à détourner des milliers de recrues de la propagande salafiste. Ces jeunes ainsi dévoyés par un discours de haine contre leurs concitoyens désormais stigmatisés comme « laïques » ou carrément « hérétiques », ont été la cible de la radicalisation islamiste et ont fait l'objet d'une grande opération de mobilisation milicienne au profit de l'entreprise de constitution des premières légions de combattants destinés à rejoindre les zones de conflits en Libye et en Syrie. Ce projet était loin d'être une entreprise à caractère ou d'initiatives locale ; il servait en fait les intérêts des autres acteurs internationaux impliqués dans le conflit syrien et dont la Turquie constituait la tête de pont et le principal pourvoyeur de mercenaires. Cette mobilisation et la manipulation doctrinale et idéologique ainsi que les transferts des jeunes mobilisés nécessitent un financement colossal. L'émirat gazier et porte-drapeau des révolutions arabes ayant amené les islamistes au pouvoir, s'est arrogé le rôle de pourvoyeur financier du projet alors que la Turquie s'est employée à ouvrir ses frontières au passage des combattants et l'entraînement militaire et au combat des dizaines de milliers d'hommes et de femmes mobilisés dans le Maghreb et en premier lieu en Tunisie ; pays qui a fait preuve d'un laxisme complice face au départ de ses ressortissants vers un pays en proie à une guerre à caractère terroriste et insurrectionnel sans pareille. A ce titre, l'État turc ne peut nier sa responsabilité dans le déplacement et l'entraînement des groupes radicalisés tunisiens et leur implication dans sa guerre par procuration en Syrie.

En effet, la Tunisie n'est devenue exportatrice de djihadistes²⁷ qu'à cause de ce projet de déstabilisation à grande échelle et s'étendait sur d'immenses territoires en Syrie et en Irak mais aussi en Tunisie où des terroristes sont parvenus à fonder des foyers isolés dans les montagnes de la dorsale ouest.

Il est immanquable de voir une telle formation de djihadistes et un laisser-aller complice face au phénomène terroriste engendrer des situations de prolifération d'attentats terroristes ; attentats qui ont mis à mal la sécurité et la défense nationales, tout en ayant des retombées néfastes et destructrices sur des secteurs stratégiques de l'économie à l'instar du tourisme. Ce secteur a été irrémédiablement touché et ébranlé après les attentats perpétrés au Bardo le 18 mars 2015 et à Sousse le 26 juin 2015, opérations commanditées et organisées dans les milieux de cette « diaspora de l'horreur » initiée à partir du projet de recrutement des jeunes combattants dans le pays. Il est à rappeler que des dizaines de Tunisiens et d'hôtes du pays sont tombées victimes innocentes de ces opérations terroristes.

En dépit de cette périlleuse implication dans les arcanes de la politique, de l'économie et de la sécurité nationale en Tunisie, la Turquie est parvenue à maintenir d'excellentes relations avec les divers gouvernements à la Kasbah et les présidents successifs à Carthage. Ankara se permet souvent, dans les discours du président Erdogan, être un partenaire susceptible de protéger la sécurité du pays et préserver son intégrité territoriale. Passant du discours aux faits, Ankara est parvenue, grâce à ses réseaux de soutiens politiques au sein d'Ennahdha et même dans le cercle restreint des conseillers de Carthage à signer un accord de défense en 2017 sous les auspices des présidents MM. Caïd Essebsi et Erdogan. Sur la même lancée et dans la foulée des élections de 2019 qui avaient vu l'arrivée d'Ennahdha à la tête des partis au parlement malgré une chute spectaculaire de son électorat, le gouvernement dominé par l'alliance formée autour des islamistes a décidé à la fin de l'année 2020, la signature d'un contrat d'acquisition de drones armés de type Anka-S et 400 véhicules blindés²⁸. Ce renforcement de la coopération militaire avec la Turquie survient pourtant alors qu'Ankara a tenté d'impliquer militairement la Tunisie dans le borbier et l'engrenage sécuritaire et politique en Libye en 2019. Cette tentative a été évoquée par l'ancienne conseillère en communication à Carthage, Mme. Ennaïfer,²⁹ qui a évoqué dans une déclaration publiée que la visite d'Erdogan en Tunisie en décembre

²⁷ Le nombre des djihadistes natifs de la Tunisie impliqués en Syrie est compris entre 3000 et 7000 selon le ministère tunisien des affaires de l'intérieur. Cependant, le nombre avancé par l'Observatoire des Droits de l'Homme en Syrie basé en Grande Bretagne, les effectifs dépassent les 25000.

²⁸<https://www.jeuneafrique.com/1122534/politique/armement-la-tunisie-porte-dentree-de-la-turquie-sur-le-continent/>

²⁹<https://www.jeuneafrique.com/1186843/politique/tunisie-rachida-ennaïfer-le-chef-de-cabinet-de-kais-saïed-ne-doit-pas-etre-un-president-bis/>

2019 avait pour but et finalité de mettre la pression sur le président Saïed, jusque là très retissant de s'aligner sur l'alliance formée autour du GNA et de son chef M. Sarraj. La demande exprimée par le président Erdogan était que la Tunisie serve de base arrière, de plateforme logistique et de renseignements pour les opérations turques en Libye. Cette donnée importante dévoilée par l'ancienne conseillère de Carthage, si elle s'avère vraie, ne pourrait qu'affirmer que l'ingérence turque en Tunisie a ciblé la transformation radicale de la politique étrangère Tunisienne et sa neutralité diplomatique positive établie depuis la fondation de l'État national.

L'ingérence et l'attitude dominatrice de la Turquie se sont manifestées après le 25 Juillet 2021 à travers les déclarations des dirigeants turcs, lesquels ont été les premiers à exprimer leur « opposition » aux mesures d'exception en matière de politique intérieure déclarées par la présidence tunisienne. Lors d'une communication téléphonique avec le président Saïd en date du 2 août 2021, le président Erdogan a insisté sur « *l'importance du parlement tunisien pour la démocratie en Tunisie* »³⁰. Il est à noter que ce parlement était présidé par M. Ghanouchi, le président du parti Ennahdha. C'est ce même parti qui a recours au Lobbying pour avoir le soutien au congrès américain³¹ et à la couverture médiatique d'Al Jazeera, la chaîne d'information qatarie pour propager l'idée que le pays croule sous une crise politique grave et est soumis à une série de tensions sociales explosives par suite de l'annonce des nouvelles mesures institutionnelles. Certains des promoteurs de ces discours et de ces menées lobbyistes résident à Istanbul et interviennent dans les médias et les visioconférences à partir de l'ancienne capitale des Ottomans.

Enfin, même si l'ingérence de la Turquie en Tunisie prend des formes moins offensives qu'en Libye, elle reste néanmoins, régie et générée par des considérations communes, considérations qui sont à la base des ingérences à finalité expansionniste et néo-ottomane, donc, manifestement et substantiellement dominatrice. Outre les intérêts turcs, l'inféodation des acteurs locaux aux politiques expansionnistes d'Ankara, pourrait être la plus importante des menaces sur la sécurité nationale et la souveraineté de l'Etat, car sous d'autres conditions, elle peut être la clé d'ouverture de toutes les formes de domination qui seraient l'œuvre d'autres acteurs géopolitiques que la Turquie.

³⁰<https://www.reuters.com/world/africa/erdogan-tells-tunisia-saied-that-tunisian-parliaments-work-vital-turkish-2021-08-02/>

³¹<https://www.tunisienumerique.com/ingerence-contrefacon-et-dumping-jusquou-ira-le-lobby-turc-en-tunisie>

CONCLUSION

La préservation de son influence en Libye et en Tunisie représente un enjeu vital pour la politique étrangère de la Turquie en Afrique du nord. Le contrôle de cette région lui permettra de projeter son influence et sa puissance à la fois dans le reste du continent et en Méditerranée, en particulier, tout en jouissant pleinement de ce que M. Davutoglu appelait « *La Profondeur Stratégique* » de la Grande Turquie. Pour atteindre ces objectifs, Ankara mêle puissance militaire, prosélytisme islamique, Histoire ottomane réécrite et revisitée au goût des planificateurs stratégiques et manœuvres diplomatiques appliquant ce que M. Kalin appelait « *The Wise Power* ». Elle maintient des bases militaires en Somalie et en Libye, entreprend la réalisation de projets économiques et d'écoles et diffuse sa culture à multiples facettes grâce aux séries télévisées qui oscillent des thématiques les plus conservatrices aux spectacles les plus osés. Toutefois, pourrait-on dire que cette influence persistera face aux défis ? La Turquie pourrait-elle mener ses guerres dans plusieurs fronts et contre plusieurs axes ? Pourrait-elle concurrencer la présence chinoise, étasunienne et européenne en Afrique ? Certainement les éléments dont on dispose dans ce « Grand Siècle d'Incertitudes » ne nous permettent pas d'énoncer un jugement final, mais au moins, on peut affirmer que les stratégies d'Ankara au Maghreb et principalement en Tunisie et en Libye ont réalisé des percées spectaculaires grâce à l'inféodation des partis islamistes aux visées n Néo-Ottomanes, sans que pour autant, la continuité de ces succès soit assurée pour les quelques années à venir.

Il est permis de prédire une crise multiforme dans les stratégies d'Ankara à cause de son interventionnisme fondé sur des alliances à caractère partisan et largement articulé à la composante islamiste, laquelle est en train de connaître, à cause de sa gestion désastreuse des affaires publiques en Tunisie et en Libye, une phase d'irréversible déclin et de rétrécissement de sa présence populaire et électorale. Dans le cas de disparition ou d'affaiblissement avancé et irréversible des partis islamistes dans les deux pays, le projet Néo-Ottoman sera à court d'alliés³² efficaces, un isolement qui serait à l'origine d'une probable mise en danger de la sécurité nationale dans la région et précisément au niveau de la région frontalière tuniso-libyenne où la Turquie détient des cartes géostratégiques de première importance. En effet, à la lumière de la tenue ou non des élections en Libye et de la révision de la configuration politique et institutionnelle en Tunisie, la question des mercenaires dépêchés par Ankara dans la région émergera de nouveau en tant que plaie sécuritaire. Certainement, ces

³²<https://www.bbc.com/arabic/business-58280340>

combattants endoctrinés viendront s'installer dans la zone frontalière et constitueront ainsi, un moyen de pression sur le ou les prochains gouvernements à la Kasbah ou à la Route Essekka à Tripoli. Une pression destinée à assurer plus de concessions au niveau économique, politique et géopolitique de la part des futurs gouvernants, lesquels recherchaient inévitablement une stabilisation de la sécurité pour parachever leurs programmes.

Le cas échéant, les factions de mercenaires seraient mises à disposition des services de déstabilisation turcs et exploités dans des tentatives subversives en coopération et en complémentarité des actions menées de manière intermittente avec les groupuscules terroristes en Tunisie et en Libye. Dans cette perspective et au sein de ce scénario, la Tunisie et la Libye doivent œuvrer de concert afin de se prémunir d'une stratégie de déstabilisation et de fragmentation de leurs territoires nationaux respectifs en élaborant une politique d'alliance multiforme avec le partenaire algérien et les alliés européens ainsi que l'OTAN, dont la Tunisie est un allié majeur sans en être membre ; statut qui octroie au pays des avantages stratégiques et de renseignement à même de mettre en échec toute forme d'implantation ou d'activisme subversif soutenu par la Turquie. Cependant, il y a lieu d'insister sur le nécessaire développement des régions frontalières et les inclure encore plus dans la recomposition de la nouvelle territorialité nationale comme préalable à toute forme de sécurisation des confins entre les deux pays voisins.

BIBLIOGRAPHIE

Apsa, Understanding turkeys increasingly militaristic foreign policy

Ayşe Akca, NEO-OTTOMANISM: TURKEY'S FOREIGN POLICY APPROACH TO AFRICA

Aurélien DENIZEAU, Mavi Vatan, the "Blue Homeland" The Origins, Influences and Limits of an Ambitious Doctrine for Turkey

Azeem Ibrahim, The Turkey Model: Does Turkey Offer a Model for Tunisia and Egypt?

Eylül Arslan, An Analysis of Turkey's Foreign Policy towards Africa and Its Inroads

Federico Donelli, Turkey's Strategic Involvement in Sub-Saharan Africa

Ferhat Polat, Turkey's Strategy in Libya: Rationale and Challenge

Gilles Kepel, Le prophète et la pandémie. Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère

Abmet Davutoglu, La Profondeur stratégique

Gilles Kepel, Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient

Gönenç Uysal, Turkey's Sub-imperialism in Sub-Saharan Africa

Jan

H.

Blits, Hobbesian

Fear

Rafaa TABIB, La Chamelle d'Allah : Aux sources du Chaos Libyen

Nihat Çelik & Emre İşeri, Islamically oriented humanitarian NGOs in Turkey: AKP foreign policy parallelism

Oliver Mbabia, Ankara en Afrique : stratégies d'expansion

Said Saddiki, The New Turkish Presence in North Africa: Ambitions and Challenges

Mona Sukkarieh, The East Mediterranean Gas Forum: Regional Cooperation Amid Conflicting Interests

Toni Alaranta, CHASING MARKETS AND POWER WITH A NEO-OTTOMAN RHETORIC

Ulf Laessing, Understanding Libya since Gadhafi

Y. Ç. Uysal, Türkiye'nin Sub-İmparalizmi Sub-Sahara Afrika'da

SITOGRAPHIE

<https://www.dailysabah.com/op-ed/2018/05/25/turkey-and-africa-are-building-a-solid-partnership>

<https://www.chathamhouse.org/2021/05/middle-east-policy-shows-turkeys-new-desire-allies>

<https://www.istanbulafrica.com/fr/commerce-avec-les-pays-africains/>

<https://algeriepart.com/2020/01/26/erdogan-prend-beaucoup-a-tebboune-et-donne-presque-rien-a-lalgerie-beaucoup-dannonces-et-tres-peu-de-resultats-favorables-aux-algeriens/>

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191128-libye-accord-militaire-gna-signe-turquie-erdogan>

<https://www.jeuneafrique.com/1038145/politique/turquie-maghreb-comment-ankara-pousse-ses-pions/>

<https://www.lorientlejour.com/article/1269889/le-coup-de-force-de-saied-en-tunisie-menace-les-interets-turco-qataris.html>

<https://www.webmanagercenter.com/2017/07/03/408277/commerce-les-produits-turcs-mettent-a-genoux-lindustrie-et-lagriculture-tunisiennes/>

<https://chroniques.tn/2017/07/marchandises-turques-commerçants-profitent-lindustrie-lagriculture-pâtissent/>

<https://lapresse.tn/104573/une-enquete-ouverte-sur-les-contrats-de-lobbying-impliquant-ennahdha-qalb-tounes-et-lassociation-aich-tounsi/>

<https://www.iea.org/reports/turkey-2021>

<https://www.trtworld.com/opinion/how-turkey-built-ties-with-the-african-continent-over-23-years-44625>

<https://issafrika.org/iss-today/making-turkey-great-again>

https://www.mfa.gov.tr/la-turquie-en-afrique_-une-approche-humanitaire.fr.mfa

<https://responsiblestatecraft.org/2021/08/16/what-does-turkey-want-in-tunisia/>

<https://www.reuters.com/world/africa/erdogan-tells-tunisia-saied-that-tunisian-parliaments-work-vital-turkish-2021-08-02/>

<https://www.bbc.com/arabic/business-58280340>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/26/la-libye-au-c-ur-d-une-visite-surprise-d-erdogan-a-tunis_6024091_3212.html

<https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/turquie-kemalisme-neo-ottomanisme>

<https://www.jeuneafrique.com/mag/365419/economie/construction-ankara-pousse-pions-afrique/>

<https://atalayar.com/fr/content/visite-du-g5-sabel-en-turquie>

<https://www.jeuneafrique.com/1122534/politique/armement-la-tunisie-porte-dentree-de-la-turquie-sur-le-continent/>

<https://www.ege.fr/infoguerre/les-visees-expansionnistes-de-la-turquie-dans-la-corne-de-lafrique-cas-de-la-somalie>

<https://www.one.org/fr/blog/le-siecle-de-lafrique/>

Annexen°1

Le plan de 1998 pour l'intensification de la présence turque en Afrique.

Diplomatiques	- Ouverture de trois ambassades au Ghana, en Côte d'Ivoire et au Zimbabwe - Envoi régulier d'émissaires turcs dans 10 pays afin d'y développer des liens bilatéraux - Nomination de consuls honoraires parmi les plus importants hommes d'affaires locaux - Amélioration des infrastructures des ambassades turques en Afrique
Politiques	- Promotion de visites africaines de haut niveau - Établissement de mécanismes de consultation politique - Intensification des contacts avec les pays africains au sein des organisations internationales - Multiplication des visites de délégations turques en Afrique - Contribution aux programmes d'assistance des Nations unies et assistance humanitaire - Simplification des échanges inter-parlementaires
Économiques	- Ratification d'accords de coopération commerciale, technique, économique et scientifique - Action visant à éviter la double taxation, promotion et protection mutuelle des investissements - Invitation des ministres du Commerce, de l'Industrie, de la Santé, de l'Agriculture et de l'Éducation afin de déterminer des domaines de coopération ; invitation des ministres africains du Commerce à la Foire internationale d'Izmir - Création d'un fonds d'assistance technique réservé à l'Afrique - Obtention du statut de membre de la Banque africaine de Développement à titre de donateur non-régional - Préparation de la prise de parts de la Turquie dans l'<i>African Exports & Imports Bank</i> - Promotion des échanges entre hommes d'affaires - Création de chambres de commerce conjointes - Promotion des communications, des relations aériennes et du transport maritime - Encouragement à l'installation en Afrique pour les entreprises turques - Coopération dans le secteur de l'industrie de la défense
Culturelles	- Ratification d'accords de coopération culturelle - Promotion de contacts entre universités et proposition de bourses d'étude - Invitation d'universitaires africains à des séminaires, conférences et festivals - Création d'un Institut d'études africaines afin d'éclairer l'opinion turque sur les réalités de l'Afrique

Source : <https://www.cairn.info/revue-oultre-terre1-2011-3-page-107.htm>

Annexe n°2

Le Drapeau Turc sur les camions bennes (poubelles) et ceux de la protection civile en Tunisie.

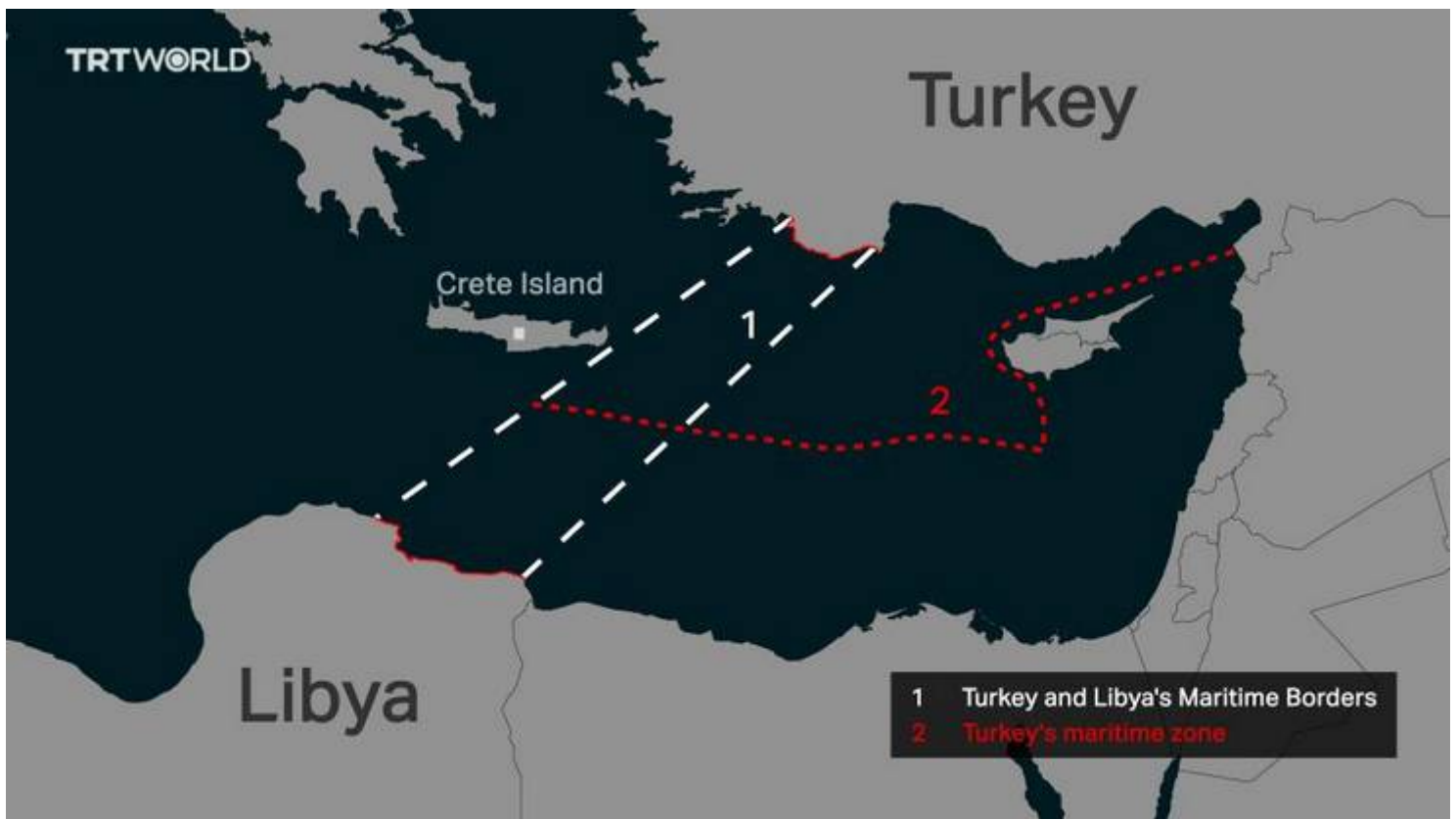




Source :https://ar.webmanagercenter.com/2013/03/18/15294/%D8%AA%D8%B1%D9%83%D9%8A%D8%A7-%D8%AA%D9%87%D8%A8-%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3-434-%D8%B3%D9%8A%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D9%84%D9%81%D8%A7%D8%A6%D8%AF%D8%A9-%D9%88%D8%B2%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%AF/?fbclid=IwAR3Rny8SPddnrjqVCMEwG2xyYa9YJnp1sqMy4OIEGB4HZ2XdpqgkUiHxX_Q

Annexe n°3

La carte des frontières maritimes turco-libyennes telles qu'envisagées par l'État turc.



Source : https://www.lescledumoyenorient.com/Les-enjeux-energetiques-en-Mediterranee-orientale-ou-la-creation-d-une-nouvelle.html?fbclid=IwAR3upSPjLOHTSPX2oX_GhUcaXGGt5Ls9V3DjyJSdB_P-B7obTeQ-b1Qu

Table des matières

Introduction	1
Le néo-ottomanisme en Afrique.....	4
La naissance d'une doctrine expansionniste	4
La doctrine en application.....	5
Le soft-power offensif	6
L'échiquier nord-africain : La Libye et La Tunisie dans la politique étrangère Turque.	11
L'ingérence turque en Libye : les motifs et les formes.....	11
Les enjeux énergétiques.....	11
Les enjeux géopolitiques.	13
Les manifestations de la présence turque en Libye.....	15
La Tunisie : Victime des projets néo-ottomans et de servilité.....	19
La pénétration de l'économie tunisienne.....	19
La Tunisie mêlée dans les projets expansionnistes turcs	21
Conclusion.....	24
<i>Bibliographie</i>	26
Sitographie.....	27
Annexes.....	28